

bilité et énergie, une propagande de haine et de suspicion tendant à susciter un état de lutte entre le travail et le capital. Nous sommes, je suppose, en face de problèmes qui, d'ici à plusieurs années, occuperont les esprits de ceux qui réfléchissent. Monsieur l'Orateur, je crois être de ceux qu'on peut regarder comme raisonnablement optimistes. J'ai au moins la foi la plus enracinée dans la grandeur potentielle et le glorieux avenir de notre pays, dans ses nombreuses et magnifiques ressources, que le développement n'a encore fait qu'effleurer. Mais, je sais qu'il existe une sorte d'optimisme superficiel et vain qui a l'habitude de fermer les yeux sur les difficultés ou les dangers de toutes sortes qui peuvent se présenter, et qui ne saurait qu'être pris au dépourvu quand vient une crise. C'est contre cette tendance moderne qu'il convient de nous mettre en garde.

Dans les conditions dont j'ai parlé, il est naturel qu'au Canada comme ailleurs, l'un des problèmes qu'il faut nous occuper à résoudre est celui du chômage. Je suis heureux de dire que dans le collège électoral que j'ai l'honneur de représenter, le mal n'a pas encore pris les proportions d'une menace sérieuse—quoiqu'il ne laisse pas que d'exister. J'ose dire, monsieur l'Orateur, que c'est, dans une grande mesure, grâce à la sagesse et à l'énergie dont le Gouvernement a fait preuve dans la démobilisation de nos armées et le retour de nos soldats à la vie civile, si le mal dont je parle n'est pas plus général et plus aigu au Canada qu'il ne l'est aujourd'hui. Jamais un jeune pays n'a eu à porter un plus lourd fardeau de responsabilité que celui qui nous incombe, au sujet des mesures à prendre pour le retour à la vie civile de nos vétérans, et pour la création de pensions à leur fournir, ainsi qu'aux familles de ces braves qui ont su soutenir l'honneur de la nation et de l'empire au cours de cette terrible guerre.

Il est bien certain, monsieur l'Orateur, que nul gouvernement au monde n'a abordé ce problème plus courageusement, avec un esprit plus déterminé et plus sympathique. Comme nous le savons tous—nous devons le reconnaître en toute franchise—on a déjà accompli des merveilles en vue du rétablissement dans l'état civil de nos soldats revenus. Naturellement, il y a eu des erreurs; des bévues ont été commises dans les questions de détail; mais je maintiens que ce qui a été fait est tout à la gloire du Canada. Quant à ce qu'il reste à faire, je ne puis douter des dispositions de cette Chambre, non plus que de

celles des citoyens du Canada, si nous refusons de faire ce qui n'est que raisonnable afin d'aider ces hommes dont la nation doit être fière, dont le dévouement au devoir, et les sacrifices imposent une dette au pays, dette qui ne peut être liquidée qu'en partie par une récompense matérielle. De plus, je suis heureux, à ce sujet, de remarquer dans les discours du trône, que l'on doit s'occuper des pensions de retraite et d'une assurance contre le chômage. Je suis persuadé que la Chambre n'examinera ces questions qu'en toute sympathie sachant, comme nous le savons tous, qu'une certaine partie de la population—souvent sans aucune faute de sa part—doit travailler dans des conditions pénibles, lourdes de charges, et si nous pouvons les soulager de quelque manière, il est certes de notre devoir de le faire.

L'on admettra, je crois, que la question de ce que peut faire le pays afin de s'acquitter des obligations qui nous incombent à cause de la guerre, de même que la question de notre prospérité sont inséparables de celle du tarif. Le sujet est des plus importants, et dans une circonscription électoral telle que celle que j'ai l'honneur de représenter, cette question est certainement très vitale. La culture des fruits dans l'Okanagan et partout ailleurs dans Yale est devenue une industrie très importante.

Monsieur l'Orateur, je me souviens du jour, il y a de cela vingt ans, peut-être, où la première cargaison de fruits a été expédiée de l'Okanagan. Ce fut un jour de fête. J'espère que, cette année, nous pourrions expédier plus de 5,000 wagons de fruits. Cette croissance phénoménale, ce grand succès, n'ont pas été obtenus sans difficultés. Nous avons eu à rencontrer maint et maint obstacle, lesquels à certain moment, nous semblaient devoir être presque insurmontables.

C'est ma conviction sincère que si le gouvernement Borden n'avait pas avec beaucoup de sagesse augmenté de 18 à 30 cents la boîte le droit sur les pommes, on ne trouverait plus, aujourd'hui, trace de cette industrie dans la région de l'Okanagan. Loin de moi l'intention de profiter de cette circonstance pour discuter à fond un problème qui soulève, je ne l'ignore pas, des opinions si opposées et si nombreuses. Je conçois parfaitement que mes électeurs me considéreraient traître à leurs intérêts si je ne m'efforçais pas, en toutes circonstances, de combattre avec toute mon énergie